

Les mêmes recettes produiront les mêmes effets

par Pierre-Alain Muet, *ancien président délégué du Conseil d'analyse économique*
(*article paru dans Alternatives économiques, mars 2007*)

Puisque la droite termine cinq années de pouvoir sans partage, on aurait pu imaginer que le débat de la campagne présidentielle porte, au moins en partie, sur la politique conduite depuis 2002. Le bon fonctionnement de la démocratie voudrait en effet qu'une majorité sortante qui sollicite le renouvellement de son mandat à travers un candidat qui occupa les plus hautes responsabilités dans tous les gouvernements qui se sont succédé, assume son bilan devant l'opinion.

Rien de tout cela. Nicolas Sarkozy prône la rupture comme s'il n'avait rien à voir avec ce qui s'est passé au cours du quinquennat. Il est vrai qu'il a été à bonne école. Jacques Chirac en 1995, s'était déjà présenté lui aussi comme le candidat du changement et de la lutte contre la fracture sociale, face à un premier ministre sortant qu'il avait pourtant porté à Matignon deux ans auparavant.

On comprend cependant que le candidat Sarkozy veuille faire l'impasse sur le bilan : il est mauvais. Une croissance en panne depuis 5 ans, alors que le monde aura connu au cours de cette période la plus forte croissance des deux dernières décennies. Un pouvoir d'achat des salaires qui a stagné et même baissé deux années de suite. Une courbe de l'emploi désespérément plate pendant presque quatre ans et qui n'a recommencé à croître que lorsque le gouvernement Villepin a redécouvert les vertus d'une politique de l'emploi que son prédécesseur avait démantelé. Un chômage qui baisse enfin ces derniers mois, mais surtout en raison des départs à la retraite, et n'a fait que revenir à son niveau de 2001. Cinq années gâchées donc pour l'emploi, alors que de l'été 1997 à l'automne 2001, la France avait fait la moitié du chemin dans la direction du plein emploi en abaissant le taux de chômage de 12,6 % à 8,6 %. Même chose du côté des finances publiques. Comment Nicolas Sarkozy peut-il prétendre réduire les déficits et la dette demain, quand la France vient de connaître cinq années de déficit excessif (si l'on omet les artifices comptables que sont les prélèvements sur les entreprises publiques), et une envolée sans précédent de la dette publique de 58 % à 64 % du PIB.

Et d'ailleurs, a-t-il vraiment l'intention de réduire ces déficits ? Car il y a une constante entre le projet de Nicolas Sarkozy et la politique de Jacques Chirac : la priorité à la baisse - annoncée - des prélèvements obligatoires. Et là, le candidat n'y va pas par quatre chemins. En janvier, il promettait 4 points de PIB de baisse des prélèvements obligatoires, avant de s'apercevoir que cela représente une perte de recette publiques de 70 Milliards d'euros. Du coup il a reporté l'échéance sur deux quinquennats, puis sur quatre... Mais pourquoi le résultat serait-il différent de celui obtenu par Jacques Chirac ? Car depuis 2002, il y a bien eu une baisse significative de l'impôt sur le revenu mais le taux des prélèvements obligatoires, lui, a augmenté.

Croissance, emploi, réduction des déficits, Nicolas Sarkozy n'a guère de chances de réussir demain ce que Chirac n'a pas su faire hier. Car derrière l'habillage électoral, ce sont au fond les mêmes idées et la même conception de la politique.